

Thème 3 – Puissances et tensions dans le monde de la fin de la Première Guerre mondiale à nos jours)

Question 2 – un foyer de conflits

Chapitre VIII

Le Proche et le Moyen-Orient depuis la fin de la Première Guerre mondiale

Introduction

Le Proche-Orient : de tradition géographique française, le Proche-Orient désigne les régions de la Méditerranée orientale (de la Turquie jusqu'à l'Égypte), y compris l'Irak.

Le Moyen-Orient : de tradition géographique anglo-saxonne, le Moyen-Orient désigne la région allant de l'Égypte à l'Afghanistan et du Caucase à la péninsule arabique. Le Moyen-Orient englobe un territoire plus large que le Proche-Orient.

La chute de l'Empire ottoman en 1918

Le Panarabisme : idéologie issue de la renaissance arabe du XIX^e siècle qui souhaite unifier tous les Arabes (musulmans et chrétiens) dans un même Etat.

Le Sionisme : idéologie nationaliste fondée au XIX^e siècle qui milite pour la création d'un Etat juif en Palestine.

Aux XVI^e et XVII^e siècles, l'empire ottoman atteint son expansion maximale. Le Proche et le Moyen-Orient (à l'exception de la Perse) sont unifiés sous l'autorité du sultan de Constantinople/Istanbul. Etat turc sunnite, le pouvoir ottoman administre une grande diversité de peuples et de confessions auxquels il laisse une certaine autonomie. Mais au XIX^e siècle, la puissance ottomane est en déclin : la diffusion du **panarabisme** entraîne troubles et révoltes au sein des populations arabes ; certaines régions échappent à l'autorité du sultan et connaissent une autonomie de fait (l'Égypte, jusqu'à l'instauration du protectorat britannique ; la péninsule arabique dominée par les Saoud) ; enfin, les puissances européennes convoitent les territoires ottomans du Proche et du Moyen-Orient pour les Lieux saints et les routes commerciales reliant l'Inde. Les Anglais et les Français interviennent de manière croissante dans l'Empire sous le prétexte de protéger les communautés religieuses non-musulmanes (les Français auprès des chrétiens d'Orient libanais). Afin de contrecarrer cette emprise, la Sublime Porte choisit de s'engager du côté de la Triple-Alliance durant la Première Guerre mondiale. Vaincu par les troupes anglaises qui se sont appuyées sur la révolte arabe de **Fayçal** et le mouvement **sioniste** juif, l'empire ottoman disparaît et son territoire est partagé lors du **Traité de Sèvres de 1920**.

I Le démantèlement de l'empire ottoman et ses conséquences

Problématique : *pourquoi le partage de l'empire par les Européens est-il à l'origine des tensions au Proche et au Moyen-Orient ?*

A De nouvelles frontières imposées par les intérêts européens

Un mandat : ancien territoire ottoman confié par la SDN à une puissance européenne chargée de l'administrer temporairement avant l'accès à l'indépendance.

- Après la défaite ottomane de 1918, les Britanniques reviennent sur leurs promesses faites aux nationalistes arabes. Le Proche-Orient est redessiné en fonction des intérêts franco-anglais négociés par l'accord Sykes-Picot en 1916. Le Traité de Sèvres impose un nouveau découpage de la région en **mandats** européens (**doc 1**).
- Ainsi, le territoire turc d'Anatolie est amputé de vastes territoires, donnés aux populations allogènes de l'empire (Grecs, Arméniens, Kurdes). Les Français reçoivent le mandat sur le Liban et la Syrie, tandis que les Britanniques récupèrent la Palestine, la Transjordanie et l'Irak. Les revendications panarabes sont complètement éludées. En dédommagement, Fayçal reçoit certes le trône d'Irak, tandis que son frère Abdallah reçoit celui de Transjordanie. Mais la dynastie hachémite, mise en place par les Européens étrangers, est contestée en Arabie comme dans ses royaumes respectifs.
- Surtout, les puissances mandataires s'appuient sur les **minorités ethniques et religieuses** pour gouverner. Les Français découpent la Syrie historique en cinq "États" confessionnels (**doc 1**), alors que les Britanniques s'appuient sur la communauté juive en Palestine. Ces décisions accentuent encore les tensions.
- Enfin, la découverte au début des années 1920 de gisements de pétrole renforce l'importance stratégique de la région.

B Le réveil des nationalismes turc et arabe

- En Anatolie, **Mustapha Kemal** (surnommé " Atatürk ") refuse le tracé des frontières imposé par le Traité de Sèvres (**doc 1**). Chef militaire laïc et moderniste, Kemal met sur pied une puissante armée qui parvient à chasser les Grecs d'Asie Mineure au prix de sanglants massacres et du transfert de millions de personnes. Les territoires donnés aux Kurdes et aux Arméniens sont récupérés de vives forces, de même que la Cilicie est reprise aux Français. En 1923, le **Traité de Lausanne** remplace celui de Sèvres et donne à la nouvelle République de Turquie ses frontières actuelles.
- Contrairement aux succès turcs, les nationalistes arabes ne parviennent pas à remettre en cause les mandats franco-britanniques. Dans les années 1920, les nationalistes syriens se révoltent mais sont sévèrement défaits par les Français à la bataille de **Maysaloun** (**doc 1**). De surcroît, des tensions internes minent la cause panarabe : dans la péninsule arabique, **Ibn Saoud** chasse le pouvoir hachémite et obtient la garde des Lieux saints musulmans. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale, en conséquence de l'affaiblissement des Européens, que les pays arabes accèdent à une réelle **indépendance**.

C L'échec du mandat britannique en Palestine

- Les promesses contradictoires faites par les Anglais aux juifs autant qu'aux Arabes empoisonnent les relations entre les deux communautés dans les années 1930 (**doc 2/doc 3**). La décision de créer un **foyer national juif** en Palestine provoque de vives tensions autour de la ville sainte de Jérusalem. L'afflux massif d'immigrants juifs à partir des années 1920, encouragé par les autorités britanniques et généré par la montée de l'antisémitisme en Europe bouleverse la composition ethnique et religieuse de la Palestine (**doc 4**). Ces immigrants juifs, issus du monde arabe comme de l'Europe de l'Est, sont autorisés à fonder des *kibboutz* qui empiètent sur les terres des propriétaires fonciers palestiniens. Après l'annonce d'un plan de partage de la Palestine par la Grande Bretagne (commission Peel), la région toute entière s'embrase sans que les Britanniques ne parviennent à rétablir l'ordre. Dirigés par le grand mufti de Jérusalem **al-Husseini**, les Arabes palestiniens (chrétiens comme musulmans) se révoltent contre l'autorité britannique de 1936 à 1939 (**la Grande révolte arabe**). Mais, inquiets d'un basculement du camp arabe au côté du III^e Reich, les Britanniques bloquent l'immigration juive en 1939 par la résolution du **3^e livre blanc** rédigé par W. Churchill.

II Israël et la question palestinienne depuis 1948

Problématique : *pourquoi le conflit israélo-palestinien déstabilise-t-il le Proche et le Moyen-Orient ?*

A Le refus de la création d'Israël par les pays arabes

Le plan de partage de la Palestine proposé par l'ONU en 1947 (**doc. 1**) prévoyait la constitution de deux Etats partageant le même territoire dont les frontières étaient profondément imbriquées. Malgré le refus des Etats arabes de reconnaître ce plan, l'Etat juif d'Israël est proclamé l'année suivante par **David Ben Gourion** qui en devient le 1^{er} ministre de 1948 à 1963. La création d'Israël et la question des populations palestiniennes déstabilisent durablement la région qui s'embrase à quatre reprises lors des guerres israélo-arabes.

- La **1^{re} guerre israélo-arabe** (1948/1949) éclate dans les mois qui suivent la proclamation de Ben Gourion. Les pays arabes voisins attaquent l'Etat juif mais sont repoussés par la jeune armée israélienne, Tsahal, issue des milices juives et organisée par Ben Gourion. Victorieux, les Israéliens étendent leur territoire et annexent Jérusalem-Est, dont le statut international est supprimé (**doc. 1**). Les bribes de territoire palestinien non-occupées sont annexés par l'Egypte (Gaza) et la Jordanie (Jérusalem-Est, Cisjordanie).
Les combats ont provoqué le déplacement de 750 000 Arabes palestiniens qui ont quitté leurs terres et s'entassent dans des camps surpeuplés en Jordanie et au Liban. Israël accueille des centaines de milliers de juifs qui préfèrent fuir les pays arabes devant la menace de représailles.
- **En 1956**, le conflit se rallume avec l'arrivée au pouvoir en Egypte du nationaliste arabe **Nasser** (1956/1971) qui décide de nationaliser le **canal de Suez** et de bloquer tous les navires à destination d'Israël. En accord avec la France et le Royaume-Uni, Israël intervient militairement : le Sinaï est pris, tandis que

l'armada franco-anglaise investit le canal. Mais l'opération est condamnée par l'URSS et les Etats-Unis, ce qui oblige les Européens à se retirer. Israël évacue le Sinaï qui est démilitarisé.

- **La guerre des Six-Jours (1967) : voir étude de cas.**
- **La guerre du Kippour** : en 1973, le jour de la fête juive du Yom Kippour, l'Egypte et la Syrie attaquent par surprise Israël. Après des combats acharnés, Tsahal parvient à repousser les armées arabes (**doc. 1**).
Ce quatrième conflit possède une dimension internationale : il devient un enjeu de la guerre froide entre Israël soutenu par les Etats-Unis et les pays arabes armés par le bloc soviétique ; il provoque aussi le **choc pétrolier** de 1973 décidé par les pays arabes de l'OPEP.
Mais alors que l'hostilité à Israël était un puissant élément de cohésion, les humiliations militaires successives fissurent le camp arabe. Sous l'égide des Etats-Unis, l'Egypte et Israël signent une **paix séparée** en 1978 à Camp David ; la Jordanie fait de même en 1994, tandis que la Syrie refuse toute "normalisation". Les relations des Etats arabes avec Israël deviennent un facteur de dissensions en soi. Un an après les accords de Camp David, le président égyptien Anouar Al Sadate est assassiné par des extrémistes musulmans.

B La non-résolution de la question palestinienne et ses répercussions régionales

Un fédayin : un combattant palestinien.

À partir des années 1970 émerge un **sentiment national palestinien**. Une résistance armée se constitue autour de groupes paramilitaires qui recrutent dans les camps de réfugiés. Ces groupes se structurent sous l'égide de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) de **Yasser Arafat** qui refuse de reconnaître Israël et prône le retour en Palestine par la lutte armée (**Charte de l'OLP doc. 2**). Aux incursions des *fedayins* palestiniens se succèdent les représailles de Tsahal dans les territoires des Etats arabes voisins. Le conflit est exporté par les actions terroristes des groupes pro-palestiniens proches de l'extrême gauche qui détournent les vols internationaux et exécutent les athlètes israéliens lors des Jeux olympiques de Munich (1972). Le Mossad réagit de son côté par une multiplication des assassinats politiques.

Mais le renforcement militaire de l'OLP et sa stratégie **fragilise** les pays d'accueil des réfugiés en les exposant aux représailles israéliennes.

- **"Septembre noir"** : en 1970, les combattants de l'OLP fomentent un attentat contre le roi de Jordanie qui échoue. Hussein décrète la loi martiale et reprend le contrôle des camps palestiniens au prix d'affrontements très meurtriers. Des milliers de Palestiniens fuient au Liban ce qui fragilise encore davantage ce pays.
- **La guerre du Liban (1975/1990)** : la situation du pays du cèdre est encore plus complexe. La société libanaise est profondément divisée sur la question palestinienne à laquelle s'ajoutent de vives tensions confessionnelles. L'implantation massive des réfugiés palestiniens après "septembre noir" déstabilise le pays. L'OLP forme rapidement un "Etat dans l'Etat" qui tente par tous les moyens d'entraîner le Liban dans la guerre contre Israël. La faible armée libanaise ne peut empêcher une large partie du territoire national de passer sous contrôle

des milices palestiniennes. Mais à partir de 1975, les *fedayins* et leurs alliés libanais se heurtent aux **milices chrétiennes des Phalanges libanaises** (*kata'ib*). Les combats dégénèrent rapidement et embrasent le pays, Beyrouth est dévastée.

Le conflit prend une dimension internationale lorsque les armées syrienne puis israélienne interviennent au Liban. En 1982, l'armée israélienne envahit le sud du pays jusqu'à Beyrouth-Ouest, où elle fait sa jonction avec les Phalangistes et chasse les combattants palestiniens sans pouvoir capturer Yasser Arafat. Tsahal se retire de Beyrouth l'année suivante mais conserve le Sud-Liban.

- Une nouvelle flambée de violence a lieu en 1987 lors de la **1^{re} Intifada (guerre des pierres)**. Jusqu'en 1993, les Territoires occupés (Gaza/Cisjordanie) sont le théâtre de très violentes émeutes entre les civils palestiniens et les forces de sécurité israéliennes.

A partir de 1993, les tensions s'apaisent sous l'effet de l'affaiblissement militaire de l'OLP, l'effondrement de l'URSS et la volonté de l'administration Clinton de mettre un terme au conflit.

Les accords d'Oslo (doc. 3) sont signés entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin et font naître de grands espoirs. L'Etat d'Israël est reconnu par l'OLP qui abandonne la lutte armée, tandis que les Israéliens acceptent la création d'une Autorité palestinienne autonome en Cisjordanie et à Gaza (doc. 4) confiée à la branche politique de l'OLP, le Fatah.

C L'échec des accords d'Oslo et la permanence des tensions

Malgré les avancées sur le plan politique, l'apaisement produit par les accords d'Oslo est éphémère. Les conditions drastiques imposées à la population palestinienne des Territoires et la montée de l'islamisme radical font apparaître de nouvelles forces : les groupes djihadistes comme le **Hamas** perpétuent de sanglants **attentats-suicides** à partir des années 2000 dans les villes israéliennes, tandis que la visite du 1^{er} ministre **Ariel Sharon** sur l'esplanade des mosquées déclenche la **seconde Intifada**.

- Pour se prémunir des attentats, le gouvernement israélien débute la construction d'une barrière de séparation, **mur long de 700 km**, dont le tracé impose des conditions très défavorables aux Palestiniens, obligés de céder les meilleures terres et les sources d'approvisionnement d'eau aux **colonies israéliennes** (doc. 1). Ce mur de sécurité limite efficacement les incursions terroristes mais modifie les actions des groupes armés palestiniens qui ont recours aux roquettes lancées depuis les Territoires.
- La seconde moitié des années 2000 voit se multiplier les crises : en 2006, la milice libanaise chiite du **Hezbollah**, alliée au Hamas palestinien, capture plusieurs soldats israéliens. En représailles, Tsahal bombarde massivement le Liban durant un mois, mais ne parvient pas à progresser dans le Sud-Liban face à la résistance acharnée du Hezbollah. La prise du pouvoir à Gaza par le Hamas en 2007 et les tensions qui en découlent entraînent de nouvelles expéditions punitives de Tsahal (opération " Plomb durci " en 2008).
- Aucune solution politique qui résoudrait le conflit israélo-palestinien n'est pour le moment envisageable à court terme. Les récents événements de l'actualité internationale font même craindre une nouvelle dégradation de la situation : la dérive islamiste du "printemps arabe", la montée des ultra-religieux et de l'extrême droite israélienne, ou encore le conflit syrien sont propices à un atti-

sement du conflit.

III L'importance stratégique du Moyen-Orient pour les puissances étrangères

Problématique : *pour quelles raisons la région du Moyen-Orient est-elle si convoitée ?*

A Le pétrole du Moyen-Orient, un enjeu majeur dans les relations géopolitiques internationales

Une major : un consortium pétrolier géant dominant le marché.

L'OPAEP (Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole) : créée en 1968, au lendemain de la guerre des Six-Jours, association de pays arabes cherchant à utiliser le pétrole comme moyen de pression politique.

Après 1945, le **pétrole** devient la ressource la plus convoitée. Son importance est à l'origine d'une véritable géopolitique du pétrole où le Moyen-Orient y occupe une place centrale. En effet, cette région qui possède d'énormes ressources pétrolières, devient le principal espace de production mondiale (37 % en 1970, 30 % en 2002) (**doc. 1**).

- Jusque dans les années 1950, les champs pétroliers du Moyen-Orient sont exploités par des **majors** européennes et américaine qui assurent l'approvisionnement des puissances industrielles. Ces majors ont acquis des droits d'exploitation par le biais d'accords politiques entre leurs Etats d'origine et les pouvoirs locaux (**doc. 2**).
- Mais avec le mouvement de décolonisation et l'affirmation politique des pays du Tiers-monde, cette exploitation étrangère est progressivement rejetée. Tout d'abord l'**Iran, en 1951**, qui nationalise les compagnies pétrolières sous le **gouvernement Mossadegh (doc. 3)**. Les autres Etats de la région suivent le mouvement et **recupèrent peu à peu la propriété des gisements en créant des compagnies nationales d'Etat** (Irak en 1972, Arabie-Saoudite en 1976). Ces pays producteurs s'organisent afin de mieux contrôler les prix du pétrole : l'OPEP est créée en 1960. Les pays arabes producteurs utilisent alors le pétrole comme une **arme économique** dans leur politique internationale : l'**OPAEP** est fondée en 1968 afin de promouvoir une véritable politique pétrolière. Lors de la guerre du Kippour, l'OPAEP augmente les prix du baril afin de faire pression sur les alliés d'Israël.

B L'effacement de l'influence européenne après la crise de Suez (1956)

Autre enjeu majeur de la région, le **canal de Suez** est un passage stratégique de 1^{re} importance.

- Construit dans les années 1860 par les Français, le canal est géré jusqu'en 1956 par une **compagnie franco-britannique** qui capte les immenses profits qui découlent du passage de la **principale voie maritime mondiale**. Avec la prise d'importance de l'activité pétrolière (**doc. 4**), Suez renforce sa position stratégique.
- Mais l'arrivée au pouvoir de **Nasser** permet aux revendications égyptiennes de se concrétiser : le canal est **nationalisé en 1956**, la franchise d'exploitation

du canal de Suez est retirée aux actionnaires franco-britanniques (doc. 5). Les deux puissances coloniales réagissent promptement : un accord est passé avec Israël qui prévoit l'invasion du Sinaï et l'intervention d'une armada franco-britannique pour reprendre le contrôle du canal. L'opération militaire est un succès, mais les Européens doivent se retirer devant l'hostilité des deux grands (doc. 6). Cet échec des franco-britanniques marque **l'effacement de l'influence des anciennes puissances coloniales** dans la région du Moyen-Orient. A partir des années 1960, la région est au cœur de l'affrontement entre les deux blocs.

C L'interventionnisme américain au Moyen-Orient

Un moudjahidine : un combattant musulman qui pratique le djihad. Ce terme désigne les combattants afghans et arabes qui s'opposent à l'intervention soviétique en Afghanistan.

Les enjeux du pétrole et du canal de Suez font du Moyen-Orient une région très sensible.

- L'approvisionnement en pétrole étant vital pour les Etats-Unis, les gouvernements américains développent une **politique interventionniste** dans la région dès les années 1950. Lorsque le 1^{er} ministre iranien Mohammad Mossadegh nationalise la production, le **CIA** fomente un coup d'État qui le renverse en 1953. Le **Pacte de Bagdad signé en 1955** et rassemblant plusieurs Etats producteurs a pour but de contenir la pénétration soviétique au Moyen-Orient. En 1957, le président Eisenhower définit l'importance cruciale de cette région pour les intérêts américains : les Etats-Unis, afin de s'assurer le contrôle des zones de production pétrolière, se donnent la possibilité d'intervenir militairement et placent sous leur protection les **monarchies pétrolières** (doc. 7).
- Pour contrer l'influence américaine, les Soviétiques arment les pays dits "**progressistes**" comme la Syrie, l'Egypte et l'Irak, ainsi que les milices palestiniennes et libanaises. Cette lutte d'influence est particulièrement vive durant les guerres israélo-arabes. Plusieurs révolutions replacent néanmoins des pays comme l'Irak et l'Iran dans le giron soviétique. Lorsque l'URSS envahit **l'Afghanistan en 1979**, les Etats-Unis autorisent à leur tour la CIA à livrer des armes aux **Moudjahidines**.
- Malgré l'effondrement de l'URSS en 1991, les États-Unis poursuivent leur **politique de sécurisation des zones de production du pétrole**. Ils interviennent à deux reprises en Irak (1991 ; 2003) et aussi en Afghanistan (2001), cette fois pour répliquer aux attentats du 11 Septembre. Mais cet interventionnisme américain, loin de stabiliser la région, provoque un vif ressentiment exploité par la **mouvement islamiste**.

IV L'essor de l'islamisme au Proche et au Moyen-Orient

Problématique : pour quelles raisons l'idéologie islamiste connaît-elle un essor à partir de la seconde moitié du XX^e siècle et quels sont les moyens d'action utilisés par ce courant ?

Le sunnisme : branche majoritaire de l'islam qui se réfère à la tradition (sunna) définie par le coran et les hadiths (récits de la vie du prophète).

Le chiisme : branche minoritaire de l'islam qui considère que le guide des croyants doit être issu d'Ali et de sa descendance.

L'islamisme : idéologisation de la religion qui place l'islam au cœur de toute activité politique.

La charia : la "loi islamique", le coran est la base de toute législation.

Le djihad : la "guerre sainte".

A Naissance et élaboration de l'idéologie islamiste

- L'idéologie **islamiste** prend forme dans les années 1920 au Proche et au Moyen-Orient sous l'effet de la création de la confrérie des **Frères musulmans égyptiens** (Hassan al Banna) et de l'instauration d'un pouvoir **wahhabite en Arabie**. Ce courant très **conservateur** prône un retour à l'islam des origines et une lecture rigoriste du coran, d'où doit découler toute législation (l'application de la **charia**). La religion musulmane est idéologisée à des fins politiques. La pensée islamiste rejette l'influence occidentale considérée comme perverse et condamne les régimes politiques arabes laïcs inspirés du socialisme athée (**doc 1**). Ce projet de "réislamisation" des sociétés, souvent doublé d'un fort discours social et égalitariste, se diffuse dans tout le Moyen-Orient jusqu'en Iran, où une partie du clergé **chiite** adopte cette vision.
- Les **régimes politiques de la région issus de la décolonisation**, souvent pan-arabes et laïcs, répriment violemment les mouvements islamistes sur leur territoire. Ainsi en Egypte, où les Frères musulmans sont interdits et emprisonnés sous Nasser, mais aussi en Irak ou dans l'Iran du Shah. Cette vigoureuse répression engendre parfois de violentes réactions mais l'emprise islamiste reste limitée.

B L'affirmation de l'islamisme politique depuis les années 1970

- A partir des années 1970, la mouvance parvient à élargir son influence auprès des populations. Structurées autour des mosquées, les organisations islamistes renforcent leur emprise en comblant les défaillances des pouvoirs officiels sur le **plan social et éducatif**. En Egypte, les Frères musulmans sont interdits comme parti politique mais autorisés en tant qu'association caritative. Les autorités laissent en réalité leurs prérogatives sociales aux mains des religieux. En outre, le rejet de l'occidentalisation, l'hostilité à Israël et les accusations d'autoritarisme à l'encontre des régimes en place rencontrent un large écho dans des **opinions** souvent très conservatrices.
- À la fin des années 1970, l'islamisme représente un puissant courant politique qui se lance à la **conquête du pouvoir**. En 1979, le Shah d'Iran est renversé par la **Révolution islamique** : l'ayatollah Khomeini fonde le régime des mollahs et appelle à poursuivre la révolution à travers le monde musulman. Les chiites irakiens se soulèvent et le Hezbollah est fondé au Liban au début des années 1980. Le Moyen-Orient semble devoir basculer dans le giron des religieux mais la contagion islamiste n'a finalement pas lieu : l'assassinat d'Anouar el Sadate en 1981 ne provoque pas la chute du régime. En Irak, l'islamisme est contenu au prix d'une longue guerre de huit années extrêmement meurtrières contre l'Iran. Enfin, en Syrie, Hafez al Assad écrase dans le sang la révolte des Frères musulmans dans la ville d'Hama (1982) (**doc. 2**).

Si le régime islamique d'Iran se maintient et renforce son influence régionale, les autres tentatives de conquête du pouvoir se sont soldées par des échecs. Durant les années 1990 et 2000, le renforcement croissant des inégalités sociales,

les frustrations issues de la question palestinienne et l'interventionnisme américain ravivent les mouvements islamistes dont le discours politique s'affine.

- Plusieurs organisations délaissent la lutte armée et choisissent la **voie démocratique** afin d'atteindre le sommet du pouvoir : en 2002, le parti islamiste "modéré" AKP (Parti pour la Justice et le Développement) remporte les élections en Turquie. A la faveur du printemps arabe de 2011 et des élections qui s'ensuivent, le parti des Frères musulmans est élu pour diriger l'Égypte. Enfin, la branche politique du Hezbollah représente la principale force politique du Liban depuis une décennie. Néanmoins, ces mouvements de l'islamisme politique s'intègrent surtout dans un **cadre national** et ne prônent plus une révolution à l'échelle mondiale. Les tentatives de réforme de la législation dans le sens de la loi coranique se fait avec prudence et connaît de nombreux obstacles. Pourtant, d'autres branches issues de la même idéologie se sont orientées vers un islamisme radical qui utilise la violence politique afin d'atteindre leur but : l'établissement de la charia partout où l'islam est présent.

C Le choix du djihad

- Au début des années 1980, l'intervention soviétique en Afghanistan doit faire face à une résistance acharnée des Moudjahidines afghans. Ceux-ci sont renforcés de milliers de combattants venus du monde arabo-musulman motivés par la lutte au nom de l'islam. L'enlèvement de la puissante armée rouge et son retrait définitif en 1989 renforce la conviction que la "**guerre sainte**" pratiquée par des soldats fanatisés est capable de venir à bout des ennemis "impies". La figure du *shahîd* (martyr) y occupe une place essentielle. Dans les zones montagneuses de la frontière pakistano-afghane, les chefs islamistes optent pour le *djihad* comme moyen d'atteindre leurs objectifs politiques.

- De ces décisions naissent une organisation internationale utilisant la **terreur** pour lutter contre ceux qu'elle considère comme les ennemis de l'islam : **al-Qaïda**, dominée à partir de 1989 par le Saoudien Oussama ben Laden. Organisation **sunnite fondamentaliste** qui se mue rapidement en **réseau** décentralisé, al-Qaïda ouvre ses camps d'entraînement en Afghanistan et forme des milliers de djihadistes de toutes origines.

Sans véritable projet politique, l'islamisme radical revendique la formation d'un nouveau califat régit par une interprétation fondamentaliste du Coran. En 1996, l'Afghanistan tombe entre les mains des Talibans, alliés de Ben Laden. Le pays doit se soumettre à une application très dure de la charia, où les femmes se voient retirer leurs droits et où les non-sunnites sont persécutés.

- Dans de nombreux pays de la région, de véritables campagnes de terreur sont lancées : les attentats perpétrés, atroces et meurtriers, frappent autant les intérêts occidentaux (USS Cole en 2000) que les chiites considérés comme hérétiques (ville sainte de Kerbala) ou encore les musulmans modérés.

L'influence d'al-Qaïda montre toute l'ampleur de sa menace lors des attentats du 11 septembre 2001 où les États-Unis sont frappés au cœur.

- Après l'intervention américaine en Afghanistan (2001), les djihadistes sont refoulés dans les zones montagneuses et de nombreux gouvernements de la région prennent conscience des impératifs de la lutte contre l'islamisme radical. Al-Qaïda, affaiblie, ne possède plus de véritable capacité opérationnelle et son chef, ben Laden (exécuté en 2011 par les commandos américains) est devenu une figure tutélaire.

- Mais les cellules islamistes ont essaimé dans tout le Moyen-Orient. Fédérées par l'idéal djihadiste mais sans véritable coordination, elles forment une **nébuleuse** qui recrute sur le désespoir et se finance par le biais d'associations caritatives ou de trafics illégaux. Ces groupuscules djihadistes multiplient les attentats-suicides, souvent aveugles, contre les populations civiles dont elles exploitent habilement les divisions (**doc. 3**). Le "label" al-Qaïda est repris par les djihadistes internationaux en Irak (Al-Qaïda en Irak, dont le chef al-Zarqaoui est tué en 2006), au Yémen (al-Qaïda au Yémen), au Liban (Fatah al-islam)... Pour autant, cette stratégie de terreur, si elle a connu un fort retentissement, n'a pas permis l'instauration d'un pouvoir politique durable.